



Communiqué de presse

Communications Nouveau-Brunswick

Commission des droits de la personne

Publication du rapport annuel 2002-2003 de la Commission des droits de la personne (03/09/19)

NB 811

le 19 septembre 2003

FREDERICTON (CNB) - La Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick a rendu public son rapport annuel de 2002-2003 le vendredi 12 septembre.

« Certaines réalisations dont je suis surtout fier sont la déclaration de la Journée des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, le 15 septembre de chaque année, la remise du Prix des pionniers des droits de la personne l'automne dernier et la tenue de consultations publiques relativement à notre orientation stratégique », a déclaré le président de la commission, Patrick Malcolmson.

L'automne dernier, pour souligner le 35^e anniversaire de la commission, le premier ministre, Bernard Lord, a déclaré le 15 septembre Journée des droits de la personne du Nouveau-Brunswick. Cette date marque l'anniversaire de l'entrée en vigueur de la *Loi sur les droits de la personne* du Nouveau-Brunswick.

Cette même journée, la commission a présenté un prix unique et spécial, le Prix des pionniers des droits de la personne, à trois Néo-Brunswickois de renom : l'ancien premier ministre, Louis J. Robichaud, le commissaire en chef fondateur de la Commission canadienne des droits de la personne, Gordon Fairweather, et le président fondateur de la Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick, le sénateur Noel Kinsella.

De plus, la commission a remis le Prix des droits de la personne de 2002 à l'Association multiculturelle de Fredericton, le 10 décembre.

En octobre 2002, dans le cadre d'une conférence tenue à Fredericton, la commission a rendu public un document de discussion sur ses programmes, ses services et la législation. De nombreuses copies du document de discussion ont été distribuées, et des réunions de consultation publiques ont été tenues à six endroits au Nouveau-Brunswick. La commission devrait publier cet automne un sommaire des commentaires.

La commission a également consulté le public à propos des lignes directrices provisoires qu'elle avait diffusées relativement à la discrimination en matière de logement et au dépistage des drogues et de l'alcool. La distribution du guide à l'intention des enseignants, intitulé *Apprenons ensemble nos droits et nos devoirs*, à 650 enseignants en sciences humaines est une autre réalisation de la commission.

En 2002-2003, la commission a traité 245 plaintes de discrimination ou de harcèlement. Près de la

moitié de ces plaintes portaient sur les incapacités mentales ou physiques. Environ trois quarts des plaintes étaient associées à l'emploi.

Plusieurs plaintes portaient sur le manque d'adaptation des services. Les employeurs, les propriétaires de bâtiment et les fournisseurs de services publics ne doivent pas s'en tenir à accorder un traitement uniforme à tous les handicaps et autres caractéristiques personnelles visées par la *Loi sur les droits de la personne* lorsqu'ils peuvent le faire sans qu'il en résulte pour eux une contrainte excessive ou sans sacrifier leurs propres objectifs légitimes.

« La priorité de la Commission des droits de la personne demeure le traitement et la résolution des plaintes de discrimination déposées en vertu de la *Loi sur les droits de la personne* de la façon la plus équitable et rapide possible, a déclaré M. Malcolmson. La commission vise de plus à faire en sorte que les Néo-Brunswickois soient bien informés sur leurs droits et responsabilités conformément à la loi, et sur les limites de ces droits. »

« À la lumière de l'année écoulée, je me rends compte que les droits de la personne sont en constante évolution, a souligné M. Malcolmson. À titre d'exemple, mentionnons les répercussions des événements du 11 septembre. Le terrorisme demande un équilibre entre les droits à la sécurité et à la vie, d'une part, et le respect de la vie privée et le traitement égal, d'autre part. D'autres nouveaux défis à notre vie privée et à nos droits humains sont issus du dépistage génétique et des technologies de l'information, par exemple. »

« La commission doit relever ces défis et faire face aux nouveaux développements dans les technologies, dans la société et dans les lois. Traditionnellement, le Nouveau-Brunswick est un chef de file en matière de droits de la personne, et j'espère que nous poursuivrons et renforcerons cette tradition. »

La Commission des droits de la personne du Nouveau-Brunswick administre la *Loi sur les droits de la personne*, qui interdit la discrimination et le harcèlement basés sur la religion, l'âge, le statut marital, le sexe, l'orientation sexuelle, les incapacités mentales et physiques, la race, la couleur, l'origine nationale, le lieu d'origine et l'ascendance. La *Loi* porte sur l'emploi, les services publics et le logement. Elle ne régit pas les activités qui relèvent de l'administration fédérale.

De plus amples renseignements sur la Commission des droits de la personne se trouvent sur Internet à l'adresse <http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/index.htm>.

03/09/19

AUX CHEFS DES NOUVELLES : Pour obtenir des copies du rapport annuel 2002-2003, composez le (506) 453-2301. Le tableau de la page 53 est inexact; un encart du tableau corrigé est disponible. La copie électronique sera disponible plus tard au cours du mois à l'adresse <http://www.gnb.ca/hrc-cdp/f/document.htm>. PERSONNE-RESSOURCE : Francis Young, agent des droits de la personne, Commission des droits de la personne, (506) 453-2308.

03/09/19

Communications Nouveau-Brunswick
Courrier électronique | Coordonnées | Décharge | Déclaration de confidentialité